

JOURNAL de Loubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS

1 an	36.00	6 mois	18.00
6 mois	10.00	3 mois	6.00
3 mois	3.00	1 mois	1.00

REDACTION
ANNONCES

BOURNAIX	65	à l'adresse de
TOURCOING	26	à l'adresse de
LAULNE	3	à l'adresse de
FAUBOURG	13	à l'adresse de
MOUSBOUX	105	à l'adresse de

Maladies de POITRINE
ASTHME
SPECIALITES RENOMMEES
Laboratoire scientifique
PHARM. DU TRICHON ROUBAIX
Docteur VERHAEGHE
Remède unique dans les jours
Men sprecht vleesch

BILLET PARISIEN

Le bilan de l'entretien franco-britannique

(D'un rédacteur spécial.)
PARIS, 10 MARS (Minuit)
Les conversations franco-britanniques n'ont pas abouti à des résultats positifs. Elles n'ont abouti à d'autres but que de permettre un rapprochement des points de vue entre les deux pays avant que le débat décisif s'engage à Genève, sur la Conférence du désarmement, est arrivée au point mort. Il ne s'agit pas que ces entretiens ont été complètement inutiles.

Il est en l'avantage de nous révéler que les ministres anglais sont sérieusement préoccupés par la situation allemande. L'équipe britannique dans le pays de Bade, l'empire du dictateur sur les pays de l'Allemagne du Sud, désormais ravivée au rang de province, sont des signes avertisseurs dont l'opinion britannique tient le plus grand compte. MM. Mac Donald et John Simon sont considérés par les événements à ouvrir les yeux sur le danger d'une Allemagne acquiescente aux extrémistes de la revanche. Mais, s'ils voient plus clair sur l'Allemagne, nos amis anglais partagent-ils nos conceptions sur la paix ? Il ne semble guère probable que, sur les « moyens », ils soient prêts à constituer un front commun avec nous.

Les ministres britanniques, en raison même de l'état de l'Europe, sont plus décidés que jamais à sauver l'œuvre de la Société des Nations, et notamment la Conférence du désarmement. Ils ont trouvé chez nos ministres des dispositions assez analogues. Mais, tandis que le Gouvernement français ne peut prendre l'engagement de sauver la conférence « à tout prix », les Anglais sont désireux d'aller très loin dans la voie de la conciliation.

Afin de pousser M. Daladier vers un compromis qu'il voudrait faire prévaloir, M. Mac Donald l'a fortement engagé à l'accompagner à Genève. Il n'a pu jusqu'à présent, obtenir de lui aucune promesse. Le Président du Conseil se rendra à Genève si les circonstances l'exigent. Au surplus, M. Paul-Boncour va reprendre à la Conférence du désarmement le rôle de premier délégué de la France.

En résumé, Français et Anglais sont d'accord pour tenter un suprême effort en vue de sauver l'œuvre du désarmement et avec elle, le prestige de la Société des Nations. Mais des divergences profondes subsistent quant aux moyens les plus efficaces de prévenir une faillite qui est moins alarmante par elle-même que par la situation qui en est la cause.

UNE ÉMOUVANTE PRISE D'ARMES AUX INVALIDES



(Mondial Ph. Fr.)
Au cours d'une prise d'armes qui a eu lieu aux Invalides, le général Gouraud a fait grand-officier de la Légion d'honneur le chef d'escadron GUY DE KERANTON, grand blessé de guerre.

Une première tranche du nouvel emprunt sera émise lundi au taux de 4 1/2 0/0

PARIS, 10 mars. — Le ministre des Finances a arrêté aujourd'hui les modalités de l'émission qui sera effectuée à compter de lundi prochain 13 mars, en conformité de l'autorisation donnée par la loi du 9 mars 1933.

Le montant de l'émission est fixé à trois milliards de francs.

Les nouvelles obligations du Trésor porteront intérêt à 4 1/2 %.

Émises à 98,50 pour cent francs de capital nominal, elles seront remboursables au moyen de tirages semestriels échelonnés sur soixante ans, à 150 francs pour 100 francs de valeur nominale. Le nouveau fonds jouira de tous les privilèges et immunités attachés aux rentes françaises. Il sera en particulier exempt de toutes taxes spéciales frappant les valeurs mobilières.

Enfin le ministre des Finances a pris toutes dispositions utiles pour que les souscriptions des porteurs de rente 4 1/2 % soient acceptées par priorité.

Les titres seront d'un capital nominal de 1.000 francs.

L'emprunt croit-on sera facilement couvert. L'impression du marché est excellente. Beaucoup de demandes ont déjà été faites non seulement en France, mais de l'étranger.

Quant aux porteurs de rentes converties 4 1/2 %, la priorité qui leur est reconnue signifie qu'ils ne subiront aucune réduction de leurs souscriptions. Ils devront bien entendu se libérer en espèces, les titres à 1/2 % ne devant être en aucun cas acceptés en paiement.

M. Mac Donald et Sir John Simon ont étudié à Paris, avec MM. Daladier et Paul-Boncour, les problèmes soulevés par l'attitude d'Hitler

PARIS, 10 mars. — M. Mac Donald, premier ministre britannique, et Sir John Simon, secrétaire d'Etat au Foreign Office accompagnés de lord Tyrrell, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, sont arrivés à 10 h. 20 au Ministère de la Guerre.

Les hommes d'Etat britanniques sont reçus au bas du perron par M. Daladier, président du Conseil, qui les conduit dans son bureau. Peu après, M. Paul-Boncour, ministre des Affaires étrangères, rejoint les ministres anglais et le président du Conseil.

Les conversations ont duré jusqu'au déjeuner qui a été offert par M. Daladier. Elles ont été reprises à 15 h. et ont duré jusqu'à 16 h. 10.

Les représentants britanniques se sont alors rendus à l'ambassade d'Angleterre.

M. Ramsay MacDonald, Sir John Simon et M. Paul-Boncour, se rendant à Lyon, ont quitté Paris ce soir à la gare de Lyon par le rapide de 21 h. 50.

Les grandes questions extérieures
Bientôt qu'il n'est pas possible de recueillir des renseignements officiels sur les entretiens franco-britanniques, il est certain que ces entretiens ont porté particulièrement sur l'orientation politique de l'Allemagne et sa volonté de réarmer.

Les ministres officiels français et anglais voient une violation du traité de Versailles dans le récent décret de M. Göring, incorporant dans la police régulière des escadrons d'acier et les sections d'assaut hitlériennes. Une action diplomatique est probable pour faire cesser cet état de choses.

Les travaux de la Conférence de désarmement ont fait l'objet d'un long échange de vues sur les échanges de vues franco-anglais, un communiqué identique à celui de Londres, 10 mars.

Le ministre des Affaires étrangères a publié dans la soirée sur les échanges de vues franco-anglais, un communiqué identique à celui de Londres, 10 mars.

Le drame qui provoqua la mort de M. Causeret a-t-il eu un témoin ?

PARIS, 10 mars. — La reconstitution du drame qui causa la mort du préfet Causeret aura lieu samedi à 9 heures dans l'appartement qu'occupait, avenue du Parc Monceau, Mme Germaine d'Anglemont. La meurtrière sera invitée à préciser la position des meubres au moment où elle a été appelée un accident s'est produit.

Il faudra ensuite établir une manœuvre d'horaires des instants qui ont précédé l'arrivée de la police.

L'enquête des inspecteurs, en effet, a laissé subsister peu de choses des versions fournies d'abord par la meurtrière.

On sait que, Mme d'Anglemont avait tu le service qu'elle avait demandé à M. Camille Picard, député des Vosges.

Une autre question se pose plus grave encore. La meurtrière a-t-elle fait appel immédiatement au médecin et au chirurgien, qui devaient vainement intervenir ? Le premier le docteur Mogulowski, a déclaré s'être rendu sur-le-champ à l'appel de la meurtrière.

En outre, a-t-il précisé, il ne lui a pas fallu plus de trois minutes pour me rendre chez ma cliente M. Causeret est mort dix minutes plus tard. Je pense donc qu'il a succombé en un quart-d'heure aux blessures reçues. Or, d'après la meurtrière elle-même, le préfet, qui, la balle reçue, est resté debout pendant quelques instants, a bien arrosé pendant trois quarts d'heure.

Mme d'Anglemont a tardé à prévenir les médecins, est-ce l'effet d'un affolement, ou nécessité de faire disparaître un témoin jusqu'à présent inconnu ? La concierge n'a rien pu dire de précis à ce sujet.

Un tout petit incident reste à élucider à propos de la disposition de cette concierge. C'est elle, la première personne qui devait l'avertir de l'accident et un médecin se présentant comme le docteur Paul. Or, le docteur Paul n'arrivait que plus tard, en même temps que M. Pressard, procureur de la République.

La concierge en est venue à penser que le docteur Rabinovitch a tu lui dire : « Je suis le docteur Paul ». Il s'agit d'une confusion, car le chirurgien, demandé par une de ses clientes dans des circonstances qui ne nécessitent point l'emploi pour lui de son nom ou un titre.

Tous ces points, qui seront précisés un cours de la reconstitution de demain matin, devront par la suite, au Parquet, faire l'objet des interrogatoires du juge d'instruction.



L'ARRIVÉE A PARIS DE M. MAC DONALD ET DE SIR JOHN SIMON
Voici, de gauche à droite : LADY JOHN SIMON, SIR JOHN SIMON, M. PAUL-BONCOUR, M. RENARD, préfet de la Seine ; M. MAC DONALD, M. DALADIER ET LORD TYRRELL, ambassadeur d'Angleterre à Paris, à l'arrivée des ministres anglais sur les quais de la gare du Nord, cet après-midi. (Mondial Ph. Fr.)

main, des entretiens avec les représentants des principaux Etats. L'idée d'une conférence à cinq semble momentanément écartée. Il ne semble pas qu'un plan définitif de nature à permettre à la conférence d'arrêter ses travaux ait été présenté par les Anglais.

Les représentants des deux pays ont examiné les différents aspects des problèmes qui font l'objet de la Conférence économique mondiale.

Pour les dettes interalliées il semble entendu que les deux Cabinets se tiendront en contact.

L'OCCUPATION DE KEHL PAR UNE TROUPE DE CINQ CENTS NATIONALS-SOCIALISTES

Berlin, 10 mars. — Un contingent de 500 hommes de troupes d'assaut hitlériennes, en tenue de campagne, (un sur dix étant armé), ayant occupé la garnison de Kehl, on donne à Berlin l'explication suivante :

« Un contingent d'environ cinq cents hommes de troupes d'assaut restés à séjourné pendant quelques jours dans la caserne de Kehl. Ce fait a donné lieu à diverses interprétations dans la presse étrangère.

« Les milieux compétents allemands affirment que l'encasernement à Kehl de ces formations racistes n'avait aucun caractère militaire et était uniquement motivé par des raisons de politique intérieure. On fait, en outre, remarquer que ces hommes, provenant de localités environnantes, ont déjà organisé leurs foyers.

« Rappelons, à propos de cette occupation, que Kehl, ainsi que Rastatt et Fribourg-en-Brisgau font partie de la zone démilitarisée et qu'aux termes de l'article 43 de la section II du traité de Versailles, il est formellement interdit à l'Allemagne de procéder à toute manœuvre militaire, de quelque nature qu'elle soit, de même que lui demeure interdit « le maintien de toute faculté matérielle de mobilisation ».

Toute contravention à cette disposition sera considérée comme « un acte hostile vis-à-vis des puissances signataires des traités et cherchant à troubler la paix du monde ».

On ne signale, pour le moment, aucun incident. Les mesures de protection nécessaires pour la garde des ponts du Rhin ont d'ailleurs été prises par les autorités françaises.

L'ex-kronprinz se rendrait à Londres pendant les fêtes de Pâques

Londres, 10 mars. — L'ex-kronprinz a l'intention de se rendre à Londres au moment des fêtes de Pâques. Ce sera la première visite que l'ancien kronprinz fera dans la capitale britannique depuis la guerre.

Le prince allemand a l'intention de parcourir la Grande-Bretagne en automobile, et des chambres lui ont déjà été réservées dans plusieurs hôtels.

L'époque des fêtes de Pâques a été choisie pour ce voyage, afin que le kronprinz ne puisse se trouver à Londres au même temps que la famille royale. Il ne pourra donc à signer le livre des présents au palais Buckingham.

Le témoignage de la concierge de Germaine d'Anglemont

M. Rousselle, juge d'instruction, a recueilli cet après-midi deux témoignages. Le premier est celui de Mme Picard, la concierge de l'immeuble, 8, avenue du Parc Monceau, où se déroula le drame.

Mme d'Anglemont, dit-elle, n'a quitté son appartement de toute la matinée. Vers 13 h. 35 on 13 h. 40, c'est-à-dire cinq ou dix minutes environ après le retour de la personne que je pense être le préfet, j'ai entendu une détonation suivie de deux cris de douleur. Aucune discussion ne les avait d'ailleurs précédés.

« Nous avons pensé, mon mari et moi, que ce bruit provenait peut-être d'un hôtel voisin.

« Dix minutes après, Mme d'Anglemont est sortie en tenue de ville, le chapeau sur la tête, et s'est lancée en courant dans l'avenue, mais elle est rentrée presque aussitôt. Vers 14 heures, une voiture d'ambulance stoppait devant la maison. Le chauffeur est entré sous la voûte et est venu me dire : « Voilà la voiture d'ambulance ».

Le bruit est éteint, a parlé quelques instants avec le chauffeur, puis, avant de le congédier, m'a emprunté 100 fr. pour régler sa course, n'ayant pas sur elle la monnaie suffisante. Elle paraissait alors profondément bouleversée et comme je lui demandais ce qui s'était passé, elle n'a pas voulu me répondre. Après avoir réglé le chauffeur, elle est rentrée chez elle. Lire la suite page 2.

— Pour se venger de son patron, M. Berger, propriétaire à Meylan (Isère) qui l'avait employé, Jean Thorez, 34 ans, domestique agricole, a tiré une balle de revolver sur le dilégué de cabinet, M. Jean-Louis Dreyfus, âgé de 34 ans, dont l'œil est déformé.

DEUX ACCIDENTS MORTELS A TOURCOING

Dans une usine, un ouvrier happé par une courroie est tué sur le coup
A la gare, un postier tombe sous un train et a le corps sectionné



Jeu de sa lieu, à l'hôtel du « Journal des Débats », la cérémonie de la remise par l'amiral Lacaze de la Légion d'honneur à M. Abel Bonnard, dont la réception sous la coupole est fixée à la semaine prochaine.

Deux accidents mortels se sont produits à Tourcoing dans la journée de vendredi. Voici dans quelles circonstances :

Vendredi, vers 7 h. 30, au peignage Lamont, rue du Sentier à Tourcoing, un ouvrier belge, M. Joseph Vanosthuisse, 48 ans, domicilié à Rollichem, 41, rue de Courtrai, qui est employé dans l'établissement depuis 12 ans, en qualité de dégraisseur, était occupé dans la salle des cartes. Il se trouvait sur le côté de la machine, près de la courroie de commande qui est reliée directement à la transmission. Volontairement, il a voulu passer la tête entre les deux bras de la courroie et fut la tête entraînée vers la fourche du guide-courroie. Un premier choc dut alors se produire contre l'une des branches de la fourche qui atteignit l'ouvrier à l'œil droit. Instantanément celui-ci voulut se dégager tout être de nouveau projeté contre la poignée de déclenchement. Ce second choc produisit un temporal droit une fracture du crâne qui fut fatale à l'ouvrier.

Au bruit causé par la chute du corps que l'on trouva étendu au pied de la machine, les camarades de travail de M. Vanosthuisse s'empressèrent autour de lui. Mais déjà l'infortuné avait cessé de vivre.

Prévenus d'urgence, MM. Parreux, commissaire du 1^{er} arrondissement et Vandamme, inspecteur du travail, se rendirent sur les lieux où ils opérèrent les constatations d'usage.

Le corps fut transporté à la morgue de l'hôpital civil, tandis que la famille de M. Vanosthuisse, qui est père de sept enfants, était prévenue avec ménagement par les soins du commissaire de police.

Nous ne pouvons savoir que le directeur de l'usine se sera vu dresser une contravention pour le manque d'appareil de protection de courroie.

Vers 12 h. 10, un second accident aussi grave dans ses conséquences et aussi tragique par les circonstances qui l'entourent se produisit en gare de Tourcoing.

M. Victor Hourquin, 61 ans, demeurant 69, rue de Guisnes, à Tourcoing, exerce depuis quelques années l'entreprise de transport de courroies pour le service des Postes à ces jours derniers. M. Hourquin qui se trouvait souffrant, s'était fait remplacer dans son travail par M. Emile Leveugle qui le secondait constamment dans son entreprise. Vendredi dans la matinée, M. Hourquin se rendait à l'Hôtel des Postes. C'était sa première sortie depuis sa maladie et, vers 13 heures, se dirigeant vers la gare pour se rendre à Wasquehal, il rencontra sur les quais, M. Emile Leveugle, près duquel il s'informa si le train de 13 h. 10 était parti. Sur la réponse négative de M. Leveugle, M. Hourquin s'empressa de traverser les voies afin d'atteindre le deuxième quai, le long duquel se trouvait le train 328 qui juste à ce moment démarrait.

Bien que M. Leveugle l'eût prévenu du danger, le postier saisit la main courante de la septième voiture, mais il ne put sauter sur le marchepied et resta suspendu. Affaibli par la maladie qu'il avait subie, M. Hourquin finit par lâcher la main courante et roula sous le lourd convoi dont l'une des voitures lui sectionna le corps à hauteur des membres inférieurs.

M. Leveugle, qui avait été témoin de l'affreux accident, donna l'alarme, mais là encore la mort avait fait son œuvre.

Le docteur Desurmont, médecin de la Compagnie, ne put que constater le décès.

C'est à l'enquête de M. Parreux, commissaire du 1^{er} arrondissement, le corps de la victime fut transporté à la morgue de l'hôpital.

M. Miellat visite les cimetières militaires



M. Miellat, ministre des Pensions, vient de visiter les cimetières militaires de l'Oise à Aisne. Il s'est intéressé aux doléances inscrites par les familles sur les registres de réclamations qui s'y trouvent.

UNE TERRIBLE COLLISION A ESTAIMBOURG

Deux motocyclistes montés sur la même machine se jettent contre un autobus et se tuent

Le paisible village d'Estaimbourg, situé entre les communes de Pecq et de Nochin, a été le théâtre, vendredi vers 17 heures, d'un grave accident qui coûta la vie à deux motocyclistes.

M. Julien Vanoverberg, né le 22 mars 1894, à Ingelmunster, chauffeur d'autobus, domicilié au hameau de la Malence, à Dottignies, s'était rendu, sur une motocyclette assez puissante, chez un agent en douane, près du poste de douane français à Leers. Il s'agissait pour lui de traiter une affaire de coq.

Il était accompagné d'un camarade, M. Félix Depreter, employé, né à Espierres, le 17 décembre 1902 et y demeurant, à l'âge, qui avait pris place sur le siège arrière de la moto.

L'affaire réglée, tous deux prirent le chemin du retour et arrivèrent bientôt sur la route d'Herseux à Estaimbourg. L'endroit où cette arête vient aboutir à la route provinciale de Pecq à La Festinière est très dangereux en raison du tournant brusque, des obstacles qui nuisent à la visibilité et d'une circulation assez importante.

Une centaine de mètres avant d'y parvenir, les motocyclistes doublèrent une automobile qui roulait, nous a-t-on dit, à 40 kilomètres à l'heure et qui ralentissait en vue d'aborder ce tournant dangereux. Le chauffeur de cette auto vit la motocyclette déboucher sur la route provinciale en prenant la gauche de cette arête.

Au même instant, il entendit le signal avertisseur de l'autobus des établissements Bonfia, qui assurent le service régulier entre Hermines et La Festinière et qui, venant de la Place d'Estaimbourg, s'apprêtait à stationner à l'arrêt habituel à côté du café H. Dhérinnes.

Surpris, sans doute, le motocycliste qui s'était engagé sur la route provinciale, voulut obliquer à sa droite, mais au même instant, le conducteur de l'autobus, M. Robert Palmovino, complètement détruite.

Une vive discussion au sein du groupe parlementaire socialiste

M. Lebas quitte la salle
PARIS, 10 mars. — Au groupe socialiste, une vive discussion s'est faite en vue de la politique à adopter à l'intérieur du parti.

Plusieurs orateurs se sont élevés contre la décision de la Commission

Le commissaire de police de Chandernagor est tué par deux Bengalis

Calcutta, 10 mars. — M. Quinn, commissaire de police dans la possession française de Chandernagor, a été mortellement blessé hier soir, par deux Bengalis à quelques kilomètres de Calcutta.

Trois autres personnes, dont un officier de la police, ont été blessés et ont été transportés à l'hôpital, où l'on déclare que leur état est critique.

Une arrestation a été opérée.

L'incident s'est produit dans les circonstances suivantes :

M. Quinn, accompagné de plusieurs officiers de la police, était parti, effectuer des perquisitions dans plusieurs maisons où l'on avait saisi des armes.

Au moment où le commissaire et ses compagnons s'apprêtaient à pénétrer dans l'une de ces maisons, plusieurs individus s'en échappèrent.

Les policiers tirèrent sur eux et les dispersèrent.

M. Quinn se mit à la poursuite de deux d'entre eux qui, sur le point d'être pris, firent brusquement volte face et tirèrent.

M. Quinn fut grièvement blessé et transporté à l'hôpital, où il est mort ce matin à dix heures (heure locale).

Zangara, l'auteur de l'attentat contre M. Roosevelt est condamné à mort

Miami, 10 mars. — Zangara, l'auteur de l'attentat contre le président Roosevelt, a été condamné à mort pour l'assassinat de M. Cavanah.